

Campagne d'Amnesty International, d'Oxfam et du RAIAL pour le contrôle des armes : données et chiffres clés.*Index AI : POL 30/018/2003**ÉFAI***Embargo : jeudi 9 octobre 2003 (10h00 TU)****SYNTHÈSE DESTINÉE AUX MÉDIAS****Un commerce des armes incontrôlé**

Chaque jour, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent dans la peur de la violence armée. Chaque minute, l'un d'entre eux est tué. Des gangs de Rio de Janeiro et de Los Angeles aux guerres civiles et aux rébellions armées du Libéria et d'Indonésie, ce sont des armes conventionnelles qui tuent. Le commerce mondial des armes, qui les met entre les mains des tueurs, représente un marché colossal. Un marché incontrôlé.

La valeur des exportations légales d'armes représente 21 milliards de dollars des États-Unis à l'échelle mondiale.

Il existe 639 millions d'armes légères de par le monde, une pour dix personnes, produites par plus de 1 000 sociétés dans au moins 98 pays.

Plus de huit millions d'armes légères supplémentaires sont produites chaque année.

Seize milliards de munitions sont produites chaque année, soit plus de deux balles pour chaque homme, femme ou enfant sur la planète.

Presque 60 % des armes légères sont entre les mains de civils.

Quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent des armes légères illégales proviendraient au départ d'un commerce reconnu par l'État.

Le coût humain

La prolifération incontrôlée et l'utilisation dévoyée des armes par les forces gouvernementales et les groupes armés a un coût considérable en termes de vies humaines.

Plus de 500 000 personnes en moyenne sont tuées chaque année par des armes conventionnelles, soit une personne à la minute.

Au cours de la Première Guerre mondiale, 14% des victimes étaient civiles.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, cette proportion a atteint 67%. Dans certains conflits actuels, elle est encore plus élevée.

Trois cent mille enfants-soldats sont impliqués dans des conflits.

Entre 1997 et 2000, la torture et les mauvais traitements infligés par des représentants de l'État – la plupart du temps des policiers armés – ont persisté dans plus de 70 pays.

Au cours des conflits armés, des femmes et des fillettes sont violées sous la menace d'une arme – comme 15 700 d'entre elles l'ont été au Rwanda, et 25 000 en Bosnie et en Croatie.

La prolifération des armes et leur utilisation dévoyée brisent les vies des individus et empêchent les nations de sortir de la pauvreté.

Un tiers des pays consacrent plus d'argent aux dépenses militaires qu'aux dépenses sanitaires.

En moyenne, 22 milliards de dollars sont dépensés en armes chaque année par des pays d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique Latine. Avec la moitié de cette somme, tous les garçons et les filles de ces pays pourraient aller à l'école primaire.

Les dépenses de santé du Salvador correspondant au traitement de la violence dépassent 4% de son PIB.

Presque la moitié (42%) des pays dépensant le plus en matière de défense se trouvent au bas de l'échelle du développement humain. Par exemple, l'Érythrée consacre plus de 20% de son PIB aux dépenses militaires.

En Afrique, les pertes économiques dues à la guerre sont d'environ 15 milliards de dollars US par an.

La dépense totale du Pakistan en matière de défense équivaut au tiers de son PIB annuel, ou la moitié en ajoutant le paiement de ses dettes liées à l'achat d'armes.

Le rôle du Conseil de sécurité des Nations unies

Les gouvernements les plus puissants du monde, qui comptent aussi parmi les plus importants fournisseurs d'armes, sont ceux à qui la responsabilité du contrôle mondial incombe le plus.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (la France, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et les États-Unis) sont responsables de 88%

des exportations d'armes conventionnelles dans le monde ; exportations qui contribuent régulièrement à de graves atteintes aux droits humains.

Au cours de ces quatre dernières années, les exportations d'armes en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique Latine ont permis aux États-Unis, à la France et au Royaume-Uni de dégager un revenu supérieur à celui de l'aide qu'ils ont versée à ces régions.

La campagne « Control Arms »

Pour ces raisons, Amnesty International, Oxfam et le RAIAL ont joint leurs efforts dans le cadre de « Control Arms », une grande campagne lancée dans plus de 50 pays de par le monde.

Les gouvernements n'agissent pas assez vite pour contrôler les armes. Chaque jour sur la planète, Oxfam, Amnesty International et le RAIAL observent les conflits, la pauvreté et les violations des droits humains provoqués ou aggravés par l'utilisation d'armes. La campagne « Control Arms » demande une action urgente et coordonnée, du niveau local au niveau international, pour empêcher la prolifération et l'usage dévoyé des armes. Pour cette campagne :

Au niveau international : les gouvernements doivent signer un Traité sur le commerce des armes, afin de cesser les exportations d'armes vers des destinations où elles seront probablement utilisées pour commettre de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire.

Au niveau régional : les gouvernements doivent développer et renforcer les accords régionaux de contrôle des armes, afin de mieux protéger les droits humains et le droit international humanitaire.

Au niveau national : les gouvernements doivent parvenir à une meilleure capacité et une plus grande responsabilité en termes de contrôle des transferts d'armes et de protection de leurs citoyens contre la violence armée, dans le respect des normes du droit international.

Au niveau local : la société civile et les instances du gouvernement local doivent prendre des mesures efficaces pour améliorer la sécurité au niveau local, en réduisant l'offre et la demande locales d'armes.

Il n'y plus de temps à perdre : chaque minute, une personne meurt de la violence armée, et 15 autres nouvelles armes sont fabriquées pour la vente. Qui endossera la responsabilité de la mort ou de la souffrance certaine des hommes, des femmes et des enfants qui seront victimes de la violence armée au cours des mois et des années à venir ? Le commerce des armes est incontrôlé. Des mesures urgentes doivent être prises dès maintenant.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Amnesty International : Richard Bunting. +44 (0)1629 734 616. Portable : +44 (0)7753 488146. e-mail richardgbunting@aol.com

Oxfam : Brendan Cox. +44 (0)1865 312498. Portable +44 (0)7957 120853. e-mail bcox@oxfam.org.uk

RAIAL Émile Le Brun +44 (0) 20 7953 7568 (bureau). +44 (0) 7900 918753 (portable). e-mail emile@iansa.org

Note : merci de consulter les notes de *Shattered Lives : the case for tough international arms control* pour les sources des données indiquées.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>